

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 2004 — 2139

[2004/201800]

27 MAI 2004. — Arrêté ministériel portant agrément des "Vins de table avec indication géographique" comme "Vin de pays des Jardins de Wallonie"

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

Vu le Règlement (CE) n° 1493/1999 du 17 mai 1999 portant organisation commune du marché vitivinicole;

Vu le Règlement (CE) n° 753/2002 du 29 avril 2002 fixant certaines modalités d'application du Règlement (CE) 1493/1999 en ce qui concerne la désignation, la dénomination, la présentation et la protection de certains produits vitivinicoles;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 fixant l'appellation et les conditions d'agrément des vins produits en Région wallonne,

Arrête :

Article 1^{er}. Seuls peuvent être détenus en vue de la vente, circuler, être mis en vente ou vendus sous la dénomination "Vin de pays des Jardins de Wallonie" les vins répondant aux conditions particulières visées aux articles 2 à 10.

Art. 2. Pour avoir droit à la dénomination "Vin de pays des Jardins de Wallonie", les vins doivent être issus de vendanges récoltées en Région wallonne.

Art. 3. Pour avoir droit à la dénomination "Vin de pays des Jardins de Wallonie", les vins doivent provenir des cépages appartenant à l'espèce *Vitis vinifera* ou provenir d'un croisement entre ladite espèce et d'autres espèces du genre *Vitis*.

Art. 4. La transformation des raisins issus des cépages visés à l'article 3 en moût de raisin et du moût de raisins en vin est assurée à l'intérieur de la zone déterminée où ils ont été récoltés.

Art. 5. Pour le raisin frais, le moût de raisins partiellement fermenté, le vin nouveau encore en fermentation :

1° le titre alcoométrique volumique naturel peut être augmenté par addition de saccharose, de moût de raisins concentré, ou de moût de raisins concentré rectifié;

2° il peut être procédé à une désacidification partielle de vin. Cette désacidification ne peut s'opérer qu'à concurrence de 1 gramme par litre, exprimée en acide tartrique, soit 13,3 milliéquivalent par litre.

Ces procédés sont autorisés exclusivement à l'exploitation vinicole.

Art. 6. Le titre alcoométrique volumique naturel minimal est de 8 % vol.

Le titre alcoométrique volumique total ne peut être inférieur à 9 % vol.

Le titre alcoométrique effectif minimal est de 8,5 % vol.

Art. 7. Le rendement moyen maximal à l'hectare est fixé à 90 hl/ha. Le rendement peut être adapté annuellement par la Commission d'agrément.

Art. 8. Pour obtenir la dénomination "Vin de pays des Jardins de Wallonie", une demande doit être adressée à la Commission d'agrément. Une production minimale de 60 litres par lot est requise pour pouvoir introduire une demande d'agrément. Le dossier doit contenir les éléments suivants :

- nom et adresse du demandeur/producteur;
- numéro cuve/fût;
- année de production et volume;
- cépage(s);
- production par lot;
- titre alcoométrique naturel (= teneur en sucres : 17);
- une déclaration faisant apparaître que toute la transformation de raisins en vin s'est opérée à l'intérieur de la zone de production.

Art. 9. Les producteurs doivent soumettre le vin apte à porter la dénomination "Vin de pays des Jardins de Wallonie", à un examen analytique et organoleptique.

L'examen analytique vise à vérifier si le vin répond aux facteurs énumérés par la Commission d'agrément. Seuls les vins conformes sont soumis à un examen organoleptique.

Les frais de l'examen analytique sont à charge du demandeur.

L'examen organoleptique concerne la couleur, la limpidité et le goût. Le vin examiné doit obtenir au moins 11 points sur un maximum de 20.

Aux fins d'analyses, 3 bouteilles de 75 cl doivent être remises à la Commission d'agrément. Le premier échantillon est destiné à l'examen analytique et le deuxième à l'examen organoleptique. Le troisième échantillon est conservé aux fins d'une contre-expertise éventuelle, par le secrétariat de la Commission d'agrément, pendant une période de trois ans à partir de la date du bulletin d'analyse.

Art. 10. Sans préjudice des mentions complémentaires autorisées par la Commission d'agrément et moyennant l'observation des conditions prévues ci-dessus, le vin peut porter la dénomination "Vin de pays des Jardins de Wallonie".

L'étiquetage doit obligatoirement porter la mention "Vin de pays des Jardins de Wallonie".

Les termes "Vin de pays des Jardins de Wallonie" et chaque terme qui réfère à cette dénomination sont défendus pour les vins qui n'ont pas été reconnus par la Commission d'agrément.

Art. 11. Le producteur peut déclasser le vin ayant droit à l'appellation "Vin de pays des Jardins de Wallonie" en vin de table sans indication géographique.

En cas de transport de vin en vrac, les parties intéressées doivent toujours prélever des échantillons contradictoires. La Commission d'agrément qui doit être avertie préalablement à tout transport en vrac, avisera le cas échéant les services de contrôle compétents des autres Etats membres.

Les modalités d'application de l'échantillonnage sont déterminées par la Commission d'agrément. Ces produits ne peuvent circuler à l'intérieur de la Communauté qu'en présence d'un document d'accompagnement contrôlé par les autorités.

Art. 12. La Commission d'agrément concourt à la réalisation des objectifs d'un vin de pays et mettra tout en œuvre pour protéger la dénomination.

Seule la Commission d'agrément est habilitée à proposer au Ministre de l'Agriculture, ci-après dénommé le Ministre, par une majorité de deux tiers des membres présents et représentés, des modifications au présent arrêté.

Toute proposition de modifications visées ci-dessus doit être notifiée à l'Administration compétente du Ministère de la Région wallonne.

La Commission d'agrément fait toute proposition au Ministre de nature à favoriser l'amélioration d'une production de vins de qualité.

La Commission d'agrément est composée comme suit :

- 4 représentants des viticulteurs;
- 2 représentants de l'a.s.b.l. Fédération belge des Vins et Spiritueux;
- 1 représentant de l'Horeca;
- 1 représentant du Commerce de détail;
- 1 représentant de la Distribution;
- 1 représentant du Service public fédéral Economie, Classes moyennes, P.M.E. et Energie - Direction générale Contrôle et Médiation chargé du contrôle officiel pour l'Etat membre;
- 3 représentants de la Région wallonne.

L'organisation, le fonctionnement et la composition de la Commission d'agrément sont réglés par un règlement d'ordre intérieur approuvé par le Ministre.

Art. 13. Chaque producteur ayant introduit un dossier d'agrément doit se soumettre à tout moment aux contrôles exercés par la Commission d'agrément et par les autorités compétentes.

Namur, le 27 mai 2004.

J. HAPPART

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 2139

[2004/201800]

27. MAI 2004 - Ministerialerlass zur Zulassung der "Tafelweine mit geographischer Angabe" als "Vin de pays des Jardins de Wallonie"

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1493/1999 vom 17. Mai 1999 über die gemeinsame Marktorganisation für Wein;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 753/2002 vom 29. April 2002 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 1493/1999 des Rates hinsichtlich der Beschreibung, der Bezeichnung, der Aufmachung und des Schutzes bestimmter Weinbauerzeugnisse;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2004 zur Festlegung der Bezeichnung und der Zulassungsbedingungen der in der Wallonischen Region erzeugten Weine,

Beschließt:

Artikel 1 - Nur die Weine, die die in den Artikeln 2 bis 10 angeführten Sonderbedingungen erfüllen, dürfen unter der Bezeichnung "Vin de pays des Jardins de Wallonie" im Hinblick auf den Verkauf gelagert werden, verbracht werden, zum Verkauf angeboten werden oder verkauft werden.

Art. 2 - Damit die Bezeichnung "Vin de pays des Jardins de Wallonie" verwendet werden darf, müssen die Weine aus in der Wallonischen Region geernteten Trauben erzeugt worden sein.

Art. 3 - Damit die Bezeichnung "Vin de pays des Jardins de Wallonie" verwendet werden darf, müssen die Weine aus Rebsorten gewonnen werden, die der Art *Vitis vinifera* angehören oder aus einer Kreuzung dieser Art mit anderen Arten der Gattung *Vitis* stammen.

Art. 4 - Die Verarbeitung der Trauben, die den in Artikel 3 genannten Rebsorten angehören, zu Traubenmost und des so gewonnenen Mostes zu Wein wird innerhalb des bestimmten Anbaugebiets, in dem diese Trauben geerntet worden sind, gewährleistet.

Art. 5 - Bei frischen Weintrauben, teilweise gegorenem Traubenmost, Jungwein:

1° kann der natürliche Alkoholgehalt durch Zugabe von Saccharose, konzentriertem Traubenmost oder rektifiziertem Traubenmostkonzentrat erhöht werden;

2° darf der Wein teilweise entsäuert werden. Diese Entsäuerung darf nur bis zur Höchstmenge von 1 g je Liter, ausgedrückt in Weinsäure, d.h. von 13,3 Milliäquivalent je Liter, durchgeführt werden.

Diese Verfahren sind ausschließlich innerhalb des Weinbaubetriebs erlaubt.

Art. 6 - Der natürliche Mindestalkoholgehalt beträgt 8% vol.

Der Gesamtalkoholgehalt darf nicht unter 9% vol liegen.

Der effektive Mindestalkoholgehalt beträgt 8,5% vol.

Art. 7 - Der maximale Durchschnittsertrag pro Hektar wird auf 90 hl/ha festgelegt. Der Ertrag kann jährlich durch den Zulassungsausschuss geändert werden.

Art. 8 - Um die Bezeichnung "Vin de pays des Jardins de Wallonie" zu erlangen ist ein Antrag an den Zulassungsausschuss zu richten. Eine Mindestproduktion von 60 Litern pro Sendung ist erforderlich, um einen Zulassungsantrag einreichen zu dürfen. Die Antragsakte muss folgende Angaben umfassen:

- Name und Anschrift des Antragstellers/Erzeugers;
- Nummer Bottich/Fass;
- Jahr und Volumen der Produktion;
- Rebsorte(n);
- Produktion in Sendungen;
- Natürlicher Alkoholgehalt (= Zuckergehalt: 17);
- eine Erklärung, aus der hervorgeht, dass jegliche Verarbeitung der Trauben innerhalb des Produktionsbereichs durchgeführt worden ist.

Art. 9 - Die Erzeuger müssen den Wein, für den sie die Bezeichnung "Vin de pays des Jardins de Wallonie" beanspruchen, einer analytischen und organoleptischen Prüfung unterwerfen.

Bei der analytischen Prüfung wird geprüft, ob der Wein den von dem Zulassungsausschuss festgelegten Anforderungen genügt. Nur jene Weine, die sich bei dieser Prüfung als konform erweisen, werden einer organoleptischen Prüfung unterworfen.

Die Kosten für die analytische Prüfung trägt der Antragsteller.

Die organoleptischen Prüfung betrifft die Farbe, die Klarheit und den Geschmack. Der geprüfte Wein muss wenigstens 11 von 20 möglichen Punkten erzielen.

Zu Analyse Zwecken müssen dem Zulassungsausschuss drei 75cl Flaschen zur Verfügung gestellt werden. Die erste Probe dient der analytischen Prüfung und die zweite Probe der organoleptischen Prüfung. Die dritte Probe wird für den Fall, dass eine Gegenexpertise beantragt wird, vom Sekretariat des Zulassungsausschusses während drei Jahren ab dem Datum des Analyseberichts aufbewahrt.

Art. 10 - Unbeschadet der von dem Zulassungsausschuss erlaubten zusätzlichen Angaben und unter der Bedingung, dass die vorerwähnten Vorschriften erfüllt werden, kann der Wein die Bezeichnung "Vin de pays des Jardins de Wallonie" führen.

Das Etikett muss unbedingt die Bezeichnung "Vin de pays des Jardins de Wallonie" vermerken. Die Bezeichnung "Vin de pays des Jardins de Wallonie" und jeder Begriff, der auf diese Bezeichnung hinweist, sind bei Weinen, die nicht von dem Zulassungsausschuss zugelassen worden sind, untersagt.

Art. 11 - Der Erzeuger kann einen Wein, der die Bezeichnung "Vin de pays des Jardins de Wallonie" führen darf, zu einem Tafelwein ohne geographische Angabe herabstufen.

Beim Transport von nicht abgefülltem Wein sind die betreffenden Parteien stets verpflichtet, Kontrollproben zu entnehmen. Der Zulassungsausschuss, der vorab über jeden Transport von nicht abgefülltem Wein zu informieren ist, benachrichtigt gegebenenfalls die zuständigen Kontrollstellen der anderen Mitgliedstaaten.

Die Durchführungsbestimmungen für die Probeentnahme werden von dem Zulassungsausschuss festgelegt. Diese Erzeugnisse dürfen innerhalb der Gemeinschaft nur gemeinsam mit einem Begleitdokument transportiert werden, das von den Behörden überprüft wird.

Art. 12 - Der Zulassungsausschuss trägt dazu bei, dass die Anforderungen an einen Tafelwein erfüllt werden und setzt alles daran, dass die Bezeichnung geschützt wird.

Allein der Zulassungsausschuss ist befugt, dem Minister der Landwirtschaft, nachstehend der Minister genannt, mit einer Zweidrittelmehrheit der anwesenden und vertretenen Mitglieder Vorschläge zur Abänderung des vorliegenden Erlasses zu unterbreiten.

Jeder vorerwähnte Abänderungsvorschlag muss der zuständigen Verwaltung des Ministeriums der Wallonischen Region übermittelt werden.

Der Zulassungsausschuss unterbreitet dem Minister alle Vorschläge, die dazu beitragen können, die Qualität der erzeugten Weine zu verbessern.

Der Zulassungsausschuss setzt sich wie folgt zusammen:

- 4 Vertreter der Weinbauern;
- 2 Vertreter der VoE "Fédération belge des Vins et Spiritueux";
- 1 Vertreter des Hotel- und Gaststättengewerbes;
- 1 Vertreter des Einzelhandels;
- 1 Vertreter der Vertriebszweige;
- 1 Vertreter des Föderalen öffentlichen Dienstes Wirtschaft, KMB, Mittelstand und Energie, Generaldirektion der Kontrolle und Vermittlung, der für den Mitgliedstaat mit der offiziellen Kontrolle beauftragt ist;
- drei Vertreter der Wallonischen Region.

Die Organisation, die Arbeitsweise und die Zusammensetzung des Zulassungsausschusses werden durch eine von dem Minister genehmigte Haushaltsordnung geregelt.

Art. 13 - Jeder Erzeuger, der einen Zulassungsantrag gestellt hat, muss jederzeit bereit sein, sich den von dem Zulassungsausschuss und den zuständigen Behörden ausgeübten Kontrollen zu unterwerfen.

Namur, den 27. Mai 2004

J. HAPPART

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 2139

[2004/201800]

27 MEI 2004. — Ministerieel besluit houdende erkenning van de "Tafelwijnen met geografische aanduiding" als "Vin de pays des Jardins de Wallonie"

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,

Gelet op Verordening (EG) nr. 1493/1999 van de Raad van 17 mei 1999 houdende een gemeenschappelijke ordening van de wijnmarkt;

Gelet op Verordening (EG) nr. 753/2002 van de Commissie van 29 april 2002 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1493/1999 van de Raad wat betreft de omschrijving, de aanduiding, de aanbiedingsvorm en de bescherming van bepaalde wijnbouwproducten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2004 tot vaststelling van de benaming en de erkenningsvoorwaarden van de wijnen die in het Waalse Gewest geproduceerd worden,

Besluit :

Artikel 1. Enkel de wijnen die voldoen aan de in de artikelen 2 tot 10 bedoelde voorwaarden mogen worden gehouden met het oog op de verkoop, in de handel worden gebracht, te koop worden gesteld of worden verkocht onder de benaming "Vin de pays des Jardins de Wallonie".

Art. 2. Om in aanmerking te komen voor genoemde benaming moeten de wijnen afkomstig zijn uit oogsten die verkregen zijn in het Waalse Gewest.

Art. 3. Om in aanmerking te komen voor genoemde benaming, moeten de wijnen afkomstig zijn uit rassen van de soort *Vitis vinifera* of uit een kruising tussen genoemde soort en andere *Vitis*soorten.

Art. 4. De verwerking van druiven afkomstig uit de in artikel 3 bedoelde rassen tot druivenmost en van de druivenmost tot wijn geschiedt binnen het bepaalde gebied waar de druiven zijn geoogst.

Art. 5. Voor de verse druiven, de gedeeltelijk gegiste druivenmost of de jonge nog gistende wijn, mag :

1° een verhoging van het natuurlijk alcohol-volumegehalte geschieden door toevoeging van saccharose, geconcentreerde druivenmost of gerectificeerde geconcentreerde druivenmost;

2° een gedeeltelijke ontzuring van wijn geschieden. Deze ontzuring mag slechts plaatshebben tot een maximum van 1 gram per liter, uitgedrukt in wijnsteenzuur, ofwel 13,3 milli-equivalent per liter.

Die procédés zijn uitsluitend op het wijnbouwbedrijf toegestaan.

Art. 6. Het minimum natuurlijk alcohol-volumegehalte moet 8 % vol bereiken.

Het totale alcohol-volumegehalte mag niet lager zijn dan 9 % vol.

Het minimum effectieve alcoholgehalte moet 8,5 % vol bereiken.

Art. 7. De gemiddelde maximale opbrengst wordt vastgesteld op 90 hl/ha. Deze opbrengst kan jaarlijks door de Erkenningcommissie worden aangepast.

Art. 8. Om voornoemde benaming te bekomen moet een aanvraag bij de Erkenningcommissie worden ingediend. Een minimumproductie van 60 liter per lot is vereist om een erkenningsaanvraag te mogen indienen. Het dossier moet volgende elementen bevatten :

- naam en adres van aanvrager/producent;
- kuip/vat-nummer;
- productiejaar en volume;
- wijnstokras(sen);
- productie per lot;
- natuurlijk alcoholgehalte (= suikergehalte : 17)
- een verklaring volgens dewelke de hele bewerking van druif tot wijn in de erkende productiezone plaatsvond.

Art. 9. De producenten moeten wijn die de benaming "Vin de pays des Jardins de Wallonie" mag voeren, aan een analytisch en een organoleptisch onderzoek onderwerpen.

Doel van het analytisch onderzoek is controleren of de wijn voldoet aan de door de Erkenningcommissie opgesomde factoren. Alleen wijnen die voldoen, worden aan een organoleptisch onderzoek onderworpen.

Het organoleptisch onderzoek heeft betrekking op kleur, klaarheid, reuk en smaak. De onderzochte wijn moet ten minste elf punten behalen op een maximum van 20.

Met het oog op deze onderzoeken moeten 3 flessen van 75 cl aan de Erkenningcommissie worden bezorgd. Het eerste monster is bestemd voor het analytisch onderzoek en het tweede voor het organoleptisch onderzoek. Het derde monster wordt door het secretariaat van de Erkenningcommissie, voor een eventuele tegenexpertise, bewaard gedurende drie jaar vanaf datum van het analysebulletin.

Art. 10. Onverminderd de bij de Erkenningcommissie toegestane aanvullende vermeldingen mag, mits de hierboven vermelde voorwaarden werden vervuld, de wijn de aanduiding "Vin de pays des Jardins de Wallonie" dragen.

De etikettering moet de vermelding "Vin de pays des Jardins de Wallonie" dragen.

De termen "Vin de pays des Jardins de Wallonie" en elke term die naar deze benaming verwijst, worden beschermd voor de wijnen die door de Commissie niet zouden erkend zijn.

Art. 11. De producent mag de wijn die recht heeft op de benaming "Vin de pays des Jardins de Wallonie" tot tafelwijn zonder geografische aanduiding declasseren.

Bij wijnverkeer in bulk moeten door de betrokken partijen altijd tegensprekelijke monsters worden genomen. De Erkenningcommissie die voorafgaandelijk van elk bulktransport moet worden verwittigd zal desgevallend de bevoegde controlediensten van de andere lid-Staten verwittigen.

De toepassingsmodaliteiten van de monsternamen worden door de Erkenningcommissie vastgelegd. Bedoelde producten mogen zich binnen de Gemeenschap slechts in het verkeer bevinden met een begeleidend document dat door de bevoegde overheid is gecontroleerd.

Art. 12. De Erkenningcommissie is belast met de erkenning van de wijn als "landwijn" en zal alles in het werk stellen om die benaming te beschermen.

Alleen de Erkenningcommissie is bevoegd met een twee derde meerderheid van de aanwezige en vertegenwoordigde leden de Minister van Landbouw, hierna de Minister genoemd, wijzigingen aan dit besluit voor te stellen.

Elk voorstel tot wijziging zoals hierboven bedoeld moet aan het bevoegde bestuur van het Ministerie van het Waalse Gewest worden genoteerd.

De Erkenningcommissie doet de Minister voorstellen ter verbetering van de productie van kwaliteitswijnen.

De Erkenningcommissie is als volgt samengesteld :

- 4 vertegenwoordigers van de wijnbouwers;
- 2 vertegenwoordigers van de v.z.w. Belgische Federatie van Wijn & Gedistilleerd;
- 1 vertegenwoordiger van de Horeca;
- 1 vertegenwoordiger van de Kleinhandel;
- 1 vertegenwoordiger van de Groothandel;
- 1 vertegenwoordiger van de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie - Directoraat-generaal Controle en Bemiddeling, belast met de officiële controle voor de lid-Staat;
- 3 vertegenwoordigers van het Waalse Gewest.

Organisatie, werking en samenstelling van de Erkenningcommissie worden bij een door de Minister goedgekeurd huishoudelijk reglement geregeld.

Art. 13. Elke producent die een erkenningsdossier heeft ingediend moet zich op elk ogenblik onderwerpen aan controles door de Erkenningcommissie en door de bevoegde overheden.

Namen, 27 mei 2004.

J. HAPPART

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 2140 (2003 - 1008)

[2004/201762]

27 FEVRIER 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon portant conditions sectorielles relatives aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets. — Errata

Dans les versions française, allemande et néerlandaise de l'arrêté susmentionné, publiées dans le *Moniteur belge* du 14 mars 2003, respectivement aux pages 12466, 12479 et 12492, aux articles 14 et 16, a), il convient de remplacer les termes "1 000 °C" par les termes "1 100 °C".

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 2140 (2003 - 1008)

[2004/201762]

27. FEBRUAR 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung über die sektorbezogenen Bedingungen im Bereich der Abfallverbrennungs- oder mitverbrennungsanlagen. — Errata

In der französischen, deutschen und niederländischen Fassung des oben genannten, im *Belgischen Staatsblatt* vom 14. März 2003 veröffentlichten Erlasses (auf Seiten 12466, 12479 bzw. 12492), muss in Art. 14 und 16 a) der Wortlaut "1000°C" durch "1100°C" ersetzt werden.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 2140 (2003 — 1008)

[2004/201762]

27 FEBRUARI 2003. — Besluit van de Waalse Regering houdende sectorale voorwaarden betreffende verbrandings- en meeverbrandingsinstallaties voor afval. — Errata

In de Franse, Duitse en Nederlandse versies van bovengenoemd besluit, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 14 maart 2003, dienen respectievelijk op de bladzijden 12466, 12479 en 12492, in de artikelen 14 en 16, a), de woorden "1 000 °C" door de woorden "1 100 °C" vervangen te worden.

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2004 — 2141

[C - 2004/31307]

27 MEI 2004. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering omzettend van richtlijn 2003/90/EG van de Commissie van 6 oktober 2003 houdende bepalingen ter uitvoering van artikel 7 van richtlijn 2002/55/EG van de Raad wat betreft de kenmerken waartoe het onderzoek van bepaalde rassen van landbouwgewassen zich ten minste moet uitstrekken, en de minimumeisen voor dat onderzoek

Gelet op de dringendheid,

De noodzaak in overweging nemende van een onmiddellijke omzetting van de bovenvermelde richtlijn, waarvoor de uiterste datum is vastgelegd op 31 maart

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering, op de voordracht van Minister van Economie:

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2004 — 2141

[C - 2004/31307]

27 MAI 2004. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale transposant la directive 2003/90/CE de la Commission du 6 octobre 2003 établissant des modalités d'application de l'article 7 de la directive 2002/55/CE du Conseil en ce qui concerne les caractères devant être couverts au minimum par l'examen et les conditions minimales pour l'examen de certaines variétés d'espèces de plantes agricoles

Vu l'urgence,

Considérant la nécessité de transposer sans délai la directive précitée dont le délai de transposition est fixé au 31 mars 2004;

Le gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, sur la proposition du Ministre de l'Economie :